

United Nations

**SECURITY
COUNCIL**

Nations Unies

**CONSEIL
DE SECURITE**

UNRESTRICTED

S/1124
15 décembre 1948
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH

LETTER IN DATE DU 13 DECEMBRE 1948 ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE
PAR LE REPRESENTANT DE L'INDE ET TRANSMETTANT UNE COMMUNICATION SUR LA
SITUATION ACTUELLE AU HAIDERABAD

D'ordre du Premier Ministre de l'Inde, Jawaharlal Nehru, j'ai l'honneur
vous adresser ci-joint, officieusement et à titre d'information, un bref
exposé des faits sur la situation actuelle au Haiderabad, ceci ne devant pas
préjuger la question de la compétence du Conseil, au sujet de laquelle l'Inde
a fait connaître sa position à plusieurs reprises.

Le Premier Ministre se rendra personnellement au Haiderabad le
24 décembre pour une courte visite au cours de laquelle il rencontrera
S. A. le Nizam, le Gouverneur militaire et ses conseillers, ainsi que les
représentants de la population, tant indienne que musulmane.

(signé) G. S. BAJPAI

Bref exposé des faits sur la situation actuelle au Haïderabad

Les troupes indiennes sont entrées au Haïderabad le 18 septembre. Elles y ont trouvé une population vivant dans la crainte, une administration complètement désorganisée et un Trésor dégarni. Des centaines de milliers de citoyens hindous du Haïderabad, après avoir été les victimes d'atrocités commises par les terroristes Razakar, s'étaient réfugiés dans les Provinces voisines. Un grand nombre de musulmans étrangers au Haïderabad avaient été introduits dans le pays. Près de cent mille de ces nouveaux venus étaient employés dans l'armée, la police et d'autres services de l'Etat. Il y avait onze mille prisonniers politiques dans les prisons. Des milliers d'armes à feu importées en contrebande, y compris des armes à grande vitesse de tir, étaient aux mains d'irréguliers armés échappant à tout contrôle.

2. Quand l'action de police a commencé, la plupart des officiers de police et d'administration des districts, qui étaient favorables aux Razakars, ont quitté leur poste en laissant la population à la merci des éléments subversifs. De fortes pluies ont rendu plus difficiles encore des communications déjà extrêmement mauvaises. Il a fallu un certain temps pour rassembler les renseignements provenant des districts et pour permettre à la police et aux troupes indiennes de se répandre sur un territoire de quatre-vingt-deux mille milles carrés, peuplé de dix-huit millions d'habitants. Au cours de cette période, il y a eu quelques troubles, notamment à l'intérieur du pays. Ceux-ci étaient le fait d'Hindous qui avaient souffert des exactions des Razakars et dont certains, chassés de leurs foyers, procédaient à des représailles en rentrant chez eux. Il y a eu également des cas d'incendie et de pillage. Dans la ville de Haïderabad et dans les campagnes des mesures sévères ont été prises contre les criminels. Le 15 octobre, les autorités étaient maîtresses de la situation et le couvre-feu a été levé. Les conditions sont maintenant redevenues normales et les incidents isolés qui se produisent ne sortent pas du cadre de la criminalité normale. La plupart des biens pillés ont été retrouvés et rendus à leurs propriétaires. Le Gouverneur militaire, accompagné d'observateurs impartiaux, a visité en personne seize des dix-sept districts et y a trouvé une situation normale. De grandes quantités d'armes détenues sans permis ont été ramassées. S. A. le Nizam, dans une lettre qui est parvenue hier au Gouverneur militaire, se montre surpris des allégations de Sir Zafrullah Khan et déclare: "La situation est infiniment meilleure qu'elle ne l'était il y a quelques mois et les sujets de mon Etat vivent en paix. Il n'y a aucun doute que l'administration avait cessé de fonctionner normalement vers la fin du dernier ministère, mais à présent le Gouvernement militaire a réussi non seulement à restaurer mais encore à améliorer le fonctionnement de l'administration. L'opinion de tous les partis représentés

dans l'Etat est que l'administration actuelle est impartiale et efficace. Grâce aux efforts du Gouvernement militaire, mes sujets reprennent leur vie normale." S. A. le Nizam se montre péniblement affecté de la déclaration tendancieuse faite par Sir Zafrullah Khan devant le Conseil de sécurité.

3. Environ trois mille musulmans des campagnes, pris de panique, étaient venus à Haïderabad. La plupart sont maintenant rentrés dans leurs foyers. Les réfugiés hindous retournent au Haïderabad. Les deux communautés reviennent rapidement à une vie normale. Des emprunts s'élevant à quatre millions de roupies ont été accordés pour la reconstruction des maisons, l'achat de semences, de bétail et de matériel agricole. Chaque officier de district a reçu dix mille roupies destinées à des secours immédiats et gratuits.

4. L'administration et les forces armées. Les effectifs de l'armée et de la police du Haïderabad avaient été plus que doublés en un an par le régime précédent, ce qui avait entraîné de lourdes charges financières. Ces forces sont progressivement ramenées à un effectif normal. Presque tous les anciens officiers sont maintenus. Seuls quarante-six officiers ont été l'objet de sanctions pour corruption, détournements, etc. Tous ces officiers ont le droit de faire appel au Président musulman de la Commission des services publics nommée par le ministère précédent. Douze des seize postes du secrétariat sont occupés par des membres du Civil Service du Haïderabad. Sur un total de plus de deux mille officiers de carrière, deux cent trente-quatre seulement sont venus de l'Union indienne pour remplacer les déserteurs et ceux qui ont dû être relevés. Les nouveaux officiers seront retirés dès que des remplaçants qualifiés originaires du Haïderabad seront disponibles.

5. La situation financière. Le budget de l'Etat, que le ministère Laik Ali avait laissé en déficit par suite des dépenses excessives qu'il avait consacrées aux armements et à la propagande, fait actuellement l'objet d'une révision détaillée. On notera les faits suivants en ce qui concerne les finances de l'Etat: l'exercice financier finissant le 30 septembre 1948 s'est clos sur un déficit fiscal de cent vingt-cinq millions de roupies. D'autre part, des dépenses de capital avaient été engagées pour un montant de cent soixante-treize millions de roupies. En un an, les sorties budgétaires dépassaient ainsi les rentrées de trois cents millions. Ces dépenses avaient été financées en contractant un emprunt de soixante-dix millions et en épuisant pratiquement les ressources liquides de l'Etat. Le montant des fonds d'Etat et des investissements était tombé de sept cent trente-sept millions de roupies au début de l'année, à cinq cent dix-sept millions à la fin de l'exercice, le gros des avoirs restants étant lui-même bloqué sous forme d'investissements non réalisables, de prêts et d'avances. Des efforts sont faits à l'heure actuelle pour rétablir les financés et pour équilibrer le budget de l'année en cours.

Les revenus du Sarf-e-Khass - Jagirs propres du Nizam et terres de Jagir des autres féodaux - constituent un Etat dans l'Etat et comprennent 42 % de la superficie de l'Etat du Haïderabad. Le Nizam, à lui seul, tire de ces propriétés un revenu net de plus de treize millions de roupies. De plus, le Nizam et sa famille reçoivent de l'Etat une cassette personnelle de plus de sept millions de roupies.

6. Les pourparlers menés actuellement avec le Nizam tendent à obtenir qu'il contribue à rétablir la situation financière précaire de l'Etat en cédant le Sarf-e-Khass à l'Etat et en acceptant de recevoir, pour lui et sa famille, une liste civile de dix millions de roupies.

7. Le rétablissement de la vie économique. La production et la distribution des marchandises essentielles - denrées alimentaires, vêtements, etc. - qui avaient été interrompues, sont en voie de réorganisation. Les transports et les communications, que le Gouvernement du Nizam avaient arrêtées au début de l'action de police, ont repris. Le nombre de voyageurs transportés quotidiennement par les autobus de l'Etat est actuellement de 36.314 au lieu de 11.445 au début de l'action de police et de 21.165 avant celle-ci. Il arrive chaque jour 200 wagons chargés de biens de consommation. Le Chemin de fer du Haïderabad transporte quotidiennement 60.358 voyageurs et 8.755 tonnes de marchandises, contre 35.500 voyageurs et 19.091 tonnes de marchandises au moment où le Gouvernement militaire a assumé la direction des affaires.

8. L'Assemblée constituante. Un Commissaire aux élections a été chargé de préparer des listes électorales selon le principe du suffrage des adultes, des élections devant avoir lieu prochainement afin de désigner une Assemblée constituante qui aura à décider de la future constitution de l'Etat.

9. Son Altesse reçoit, en tant que Chef de l'Etat, tous les honneurs dus à son rang; toutes les décisions importantes sont prises avec son agrément. Dès le 8 octobre dernier, il a publié un "firman" qualifiant de propagande malveillante les affirmations selon lesquelles il ne serait pas libre de ses actes.

10. Les institutions culturelles et les établissements d'enseignement musulmans continuent de recevoir leurs subventions antérieures, tant à l'intérieur de l'Etat qu'au dehors. L'Université Osmania bénéficie de tous les appuis nécessaires. Le Nabab Ali Yavar Jung, ancien ministre du Nizam, en est le vice-chancelier. Le Nabab Zain Yar Jung, qui a été également ministre du Nizam et, plus récemment, son Agent général à Delhi, fait partie du Gouvernement militaire.

11. Un grand nombre d'observateurs et de journalistes, indiens et étrangers, ont visité l'Etat. Tout le monde peut visiter l'Etat sans aucune restriction.